

“L'AG des pédés” d'Act Up contre le relapse

“ Depuis plus d'un an, Act Up-Paris s'est ouvertement engagé sur le sujet de la prévention en milieu gay, et plus précisément sur le retour des pratiques à risque... Le 7 novembre 2000, nous vous invitons à une Assemblée générale des pédés. Nous vous invitons avec les dirigeants d'établissements de drague, les représentants du ministère de la Santé, le SNEG, les chercheurs et les autres associations de lutte contre le sida. Ensemble, nous déciderons de ce qu'il faut faire.” L'appel lancé par Act Up a été largement suivi par les principaux acteurs de la communauté gay, et la salle des Beaux-Arts abritant la traditionnelle RH (Réunion hebdo d'Act Up) était pleine à craquer.

On se souvient du retentissant coup de gueule d'Act Up à l'encontre des établissements à backrooms du Marais, qui avaient valu à l'association des menaces de poursuites judiciaires de la part du SNEG et surtout du Dépôt. Peu après les articles sur le bareback parus dans *Libération*, et la polémique engagée entre Guillaume Dustan et Didier Lestrade, Act Up a pris l'initiative de rassembler les principaux organismes et personnalités concernés pour une réunion où l'on avait, pour une fois, l'impression qu'il existait réellement une communauté gay, prête à se remobiliser contre son principal fléau. Citons, pêle-mêle, parmi les participants: J.-F. Chassagne (président du SNEG) Didier Lestrade, Thomas Doustaly (Têtu), Érik Rémès, Anne Rousseau-Rambach (Éditions gaies et lesbiennes), Suzanne Guguielmi (Direction générale de la santé), des militants de Aides, l'ARDHIS, Sida info service, la Ligne azur, le Centre gai et lesbien, la Lesbian & gay pride, DEGEL, le PASTT, ProChoix, plusieurs représentants d'établissements, pas mal de médias, et quelques adeptes du bareback, un Guillaume Dustan très isolé (et qui n'est définitivement “chef des pédés” que dans *Libé*). Premier thème à l'ordre du jour, le rappel des données épidémiologiques a permis de constater un manque d'information: absence de chiffres épidémiologiques précis en raison de la grève des médecins-inspecteurs, absence d'étude française sur le relapse (bien que la DDASS en ait visiblement commandé une). Après la présentation du bilan des dernières actions d'Act Up, les témoignages de plusieurs intervenants, parmi lesquels de nombreux



usagers de lieux de drague, ont donné une idée de l'ampleur des dégâts, mais aussi d'une certaine prise de conscience du développement des pratiques à risque, pour déboucher rapidement sur un débat particulièrement animé.

Le Bareback en question

Les raisons du relapse ont d'abord été recherchées: solitude, difficulté à s'assumer, excès d'alcool, ignorance des techniques de prévention... Une intervention de Thomas Doustaly, dénonçant un “discours de la complexité” qui n'aboutissait à aucune solution concrète, a directement mené à la prise à partie de Jean-François Chassagne. Sommé de s'expliquer sur l'absence de mesures prises pour mettre des préservatifs à disposition dans les backrooms, le président du SNEG a assuré que la question était à l'étude, depuis deux ans... Interrogée à son tour, la représentante des pouvoirs publics, Suzanne Guguielmi, a jugé utile de préciser qu'elle n'intervenait qu'en son nom propre, avant d'endormir l'assistance. Personne, manifestement, n'avait l'intention de faire plus que de réfléchir à des projets ou mettre en place des groupes d'étude... S'en est suivie une discussion houleuse autour du bareback: ses défenseurs prônant la liberté d'avoir des rapports sexuels non protégés entre séropositifs ou entre séronégatifs, et arguant que “la capote n'est pas

safe à 100%”, d'autres rappelant le risque réel de surcontamination. Sans parler des contaminations dues à une confiance aveugle en son partenaire. Il y a eu les insultes et les provocations de Guillaume Dustan, ses propos nous invitant à imiter “le peuple africain qui veut s'en-culer sans capote dans la savane” (sic!), et tout un tas de petites choses qui se passent de commentaires. Plus passionnant, et finalement plus violent, le réquisitoire de Didier Lestrade, tant à l'égard de Sida info service et Aides, accusés de ne pas obtenir de résultats à la hauteur de leurs subventions, que du SNEG et de la DGS, taxés d'inaction criminelle. Et puis un début de solutions concrètes... Ainsi J.-F. Chassagne, après s'être longtemps réfugié derrière des arguments budgétaires, s'est finalement engagé à mettre en place pour le 1er décembre une politique de prévention du bareback dans les lieux de consommation sexuelle, ainsi que des distributeurs de préservatifs dans les backrooms. Moins convaincante, Suzanne Guguielmi, tout en désapprouvant l'idée d'une campagne identitaire à l'attention de la seule communauté homosexuelle (re-sic), a parlé de stabilité du budget de la prévention, d'accord pour soutenir des programmes “innovants” et “qui font consensus”... et autres courants d'air par paquets de douze.

Gil Boureboune et Marc Théobald